

## Troisième atelier de recherche-action : Les référentiels RSE sont-ils des vecteurs de progrès pertinents pour les acteurs de l'ESS ?

---

**Date : 16 Novembre 2017, 9h-12h30.**

**Lieu :** IAE Nantes-Institut d'Économie et Management, bâtiment Erdre, Amphi Savary.



Les 26000 de l'Ouest, Planet'RSE, l'IAE Nantes Economie et Management (Master Conduite de Projets en Développement Durable-CODEME) et la Chambre Régionale de l'ESS (CRESS) ont organisé leur troisième atelier de recherche-action le 16 novembre 2017 afin de contribuer à la réflexion sur la pertinence des critères RSE pour les acteurs de l'ESS. Il a réuni près de 90 participants. Karine Fenies-Dupont (CRESS), Nicolas Martin (26000 de l'Ouest), Patrice Guillotreau (IAE de Nantes-Institut d'Économie et de management, Université de Nantes) et Arnaud Bailly (Président de Planet'RSE) ont accueilli les participants avec quelques mots de bienvenue. Les deux conférences introductives qui ont suivi ont eu le mérite de lancer efficacement la discussion de la table-ronde :

Anne-Bérengère Siroën (Mastère Economie Circulaire, EME) a commencé par présenter la culture d'entreprise (c'est-à-dire une représentation de l'entreprise permettant de fluidifier les rapports entre ses acteurs) comme un moyen de cohésion au même titre que la RSE. On distingue généralement 5 marqueurs de la culture d'entreprise (le mythe fondateur, l'histoire de l'entreprise, les valeurs déclarées et opérantes, les métiers ou savoir-faire, les symboles) que les questions centrales de la RSE viennent interroger. La RSE agit ainsi comme un indicateur de cohérence entre le discours et les pratiques, au risque parfois de créer des tensions entre les objectifs à poursuivre (telle cette coopérative agricole qui tend à privilégier les seuls critères de la qualité et du prix quand les critères RSE de la chaîne de valeur lui commanderaient d'étendre les critères d'un choix responsable). En matière de labellisation RSE, il faut commencer généralement par ce qui est proche de la culture

d'entreprise, avant d'étendre peu à peu les engagements aux autres critères. Il s'agit de « se transformer tout en restant soi-même ». Lorsque le référentiel RSE est appliqué aux acteurs de l'ESS, on relève une grande cohérence généralement entre les valeurs déclarées et les valeurs opérantes et la RSE peut aider à approfondir ces valeurs.



*Anne-Bérengère Siroën et Pascale Moulévrier*

Pascale Moulévrier (Professeur de sociologie, CENS, Université de Nantes) a inscrit dans la longue histoire le mouvement de l'ESS par la volonté de se distinguer (« agir autrement ») de l'État en tant qu'acteur des politiques sociales et de la société civile/entreprises privées qui s'emparent peu à peu de ces domaines peu rentables. Plus que la réalité de cette différenciation, les acteurs de l'ESS partageant de nombreux attributs avec les entreprises privées (tels que le salariat, la comptabilité...), ce sont les intentions et les enjeux qui priment. Chacun doit apporter la preuve de son utilité sociale et tous se battent sur ce « grand marché de l'intérêt général » ouvert depuis la fin des trente glorieuses et de l'État-providence. Certaines activités couvertes par les acteurs de l'ESS s'en trouvent confortées quand d'autres en sortent fragilisées. Les crises sont généralement des périodes plus fastes pour l'ESS car l'État dispose de moins de moyens pour répondre à l'intérêt général et se repose alors sur des tiers. Pour apporter la preuve de son utilité sociale et continuer à agir « autrement », les référentiels quantitatifs et qualitatifs (à l'image des *social returns on investment*) sont mobilisés par l'ESS, mais parfois avec une certaine résistance (« Mais nous, on le fait déjà, quel besoin a-t-on de le démontrer ? »). La question est alors de savoir si la revendication des bonnes pratiques par une pluralité d'acteurs économiques utilisant ces référentiels ne tend pas à uniformiser les comportements et questionne la différenciation de l'ESS.

#### **Table-ronde animée par Christophe Bultel (Epiceum et 26000 de l'Ouest)**

Participants : **Arnaud Bailly**, Président de Planet'RSE, **Jean-Pierre Gilet**, (représentant **Alain Durand**, le Président de la CRESS), **Agnès Hontschote** (Co-gérante de la SCOP imprimerie Parenthèses).

Excusée : **Mahel Coppey**, Vice-Présidente ESS et Economie circulaire à Nantes Métropole

Une discussion animée par Christophe Bultel (société Epiceum, collectif DRO et Association des 26000 de l'Ouest) permet aux participants de réagir aux propos des deux conférences inaugurales. Jean-Pierre Gilet adhère à l'idée d'une certaine porosité entre les acteurs de l'ESS et les firmes commerciales

(communauté de pratiques parfois). Il reconnaît que la RSE permet de poser un diagnostic sur les valeurs réelles de l'organisation : « elle permet de se poser les bonnes questions ». Il faut néanmoins rester prudent quant à la communication qui en est faite, car il s'agit surtout pour certains de « repeindre la façade ou de planter des arbres qui cachent la forêt ». La RSE met en place une communauté de réflexion sur ce qu'est l'utilité sociale. Cette utilité sociale doit se démontrer en permanence, à l'image des mutuelles qui coexistent avec le régime général de la sécurité sociale. Agnès Hontschote poursuit dans la même veine en présentant son entreprise, créée en 1982 sur des valeurs de partage et de solidarité. Elle met notamment en avant l'utilité qu'a représentée pour son entreprise le recours au référentiel Planet'RSE. Le fait de mettre des chiffres sur les facteurs de progrès revient à recevoir une note sur des pratiques existant de longue date, opérant ainsi comme une reconnaissance du savoir-faire. Cette quantification des bonnes pratiques crée les conditions pour s'améliorer en permanence.

Arnaud Bailly poursuit la discussion, estimant qu'on entre dans une ère de pénurie de compétences, où l'importance de la culture d'entreprise va prendre toute sa place (son entreprise vient par exemple de recruter un anthropologue, ce qui témoigne de la diversité des profils recherchés). Il confirme la porosité entre l'ESS et les firmes privées : « nous ne sommes pas hors-sol ! », déclare-t-il, les firmes sont ancrées dans un territoire, composées de citoyens responsables et engagés (bénévoles dans le mouvement associatif notamment). Ils se sentent concernés par les questions de santé, d'éducation, d'environnement comme tout un chacun. La diminution des moyens de l'État pour soutenir les actions de l'ESS resserre également les liens entre les entreprises privées et l'ESS (mécénat, actions de D.R.O.), ce qui donne également du sens aux pratiques du secteur privé. « Rendre compte, c'est se rendre compte » : le référentiel RSE sert ainsi à identifier les marges de progrès.

Jean-Pierre Gilet abonde : « les entreprises de l'ESS sont des entreprises entièrement à part, mais à part entière ». Il reste quelques éléments distinctifs de l'ESS, pour répondre à Mme Moulévrier, qui la démarque de l'économie capitaliste conventionnelle, notamment en matière de démocratie, de participation aux décisions et de l'utilisation des profits. Il existe néanmoins des dispositifs qui permettent aux différents acteurs (ESS, firmes commerciales, collectivités) de se retrouver sur des valeurs communes comme celles d'un territoire. Les PTCE (Pôles Territoriaux de Coopération Economique) en font partie et permettent de travailler conjointement au bien commun. Quant aux référentiels, une certaine prudence est de mise : avec des référentiels trop normatifs, on serait « à côté de la plaque ». Il existe déjà un guide des bonnes pratiques pour l'ESS, imposé par la Loi Hamon de 2014, qui permet aux acteurs de l'ESS d'établir un diagnostic éthique (développement durable), associant toutes les parties prenantes. L'engagement doit se prendre sur le temps long, en respectant chaque culture d'entreprise, comme l'a souligné Anne-Bérengère Siroën. Agnès Hontschotte conclut en témoignant sur la diffusion des bonnes pratiques que permet l'appartenance à un réseau tel que Planet'RSE : elle participe elle-même à des audits d'autres organismes qui lui donnent l'occasion d'élargir sa vision des meilleurs usages en cours et de les appliquer dans sa propre entreprise : « c'est un plus indéniable ».

A l'issue des discussions et après la pause-café, des ateliers par groupe ont lieu dans des salles séparées, animés par une entreprise et un représentant des 26000 de l'Ouest. Une même grille d'analyse servait de support aux ateliers. Une brève restitution de ces ateliers thématiques a été proposée au moment du retour en session plénière par les étudiants du Master CODEME (Conduite de Projets en Développement Durable Environnement-Mer-Energie) :

**Atelier Social : ADT** (Geoffroy Didier), Animation Nicolas Martin, restitution Arthur Laurent.

Démarche de certification qualité difficile à mettre en œuvre au départ du fait des réticences du personnel, qui la perçoivent comme une remise en cause de leur travail. Quelques indicateurs pertinents ont d'abord été choisis, avant de les étendre à d'autres indicateurs du référentiel. Adhésion des salariés au processus sur la base d'une compréhension et d'une adhésion de tous aux enjeux économiques de l'Association. En revanche, on note encore peu d'impact sur les collectivités qui financent l'activité d'ADT.



*Atelier social*

**Atelier Territoire : Atlantique Habitations** (Edward Pallu), Animation Florence Brunet, restitution Yann Thomas

Atlantique Habitations est une entreprise sociale de l'habitat. 100 % des bénéfices sont ré-investis dans la construction ou la réhabilitation de logements. 150 collaborateurs. Un référentiel RSE (diagnostic Vigeo) a été utilisé par Atlantique Habitation pour se lancer dans une démarche RSE en 2011. Il mettait en avant 5 thèmes d'amélioration. Une évaluation AFAQ 26000 a ensuite été lancée (1<sup>ère</sup> évaluation : 609 points sur 1000). Structuration de la démarche à partir de 2013/2014 : recrutement d'un directeur en charge de la démarche.

Objectif : « embarquer » tous les collaborateurs dans la démarche.

Différentes actions ont été mises en place :

- Insertion de clauses d'insertion dans tous les marchés
- Création de l'académie solidaire : mécénat de compétences auprès des locataires en recherche d'emploi
- Logements séniors : avec davantage de services et d'équipements spécifiques
- Réduction des déchets avec des lombricoposteurs (en partenariat avec une association du territoire)

Les enjeux sociétaux sont intégrés dans l'axe territorial : vieillissement, insertion, emploi.

2 thèmes de travail dans le projet stratégique : bien-être au travail et satisfaction client.

3 axes de progrès :

- Faire vivre l'évaluation
- Achats responsables
- Environnement et biodiversité.

Certains thèmes territoriaux sont à développer avec ce nouveau cadre : emploi, vieillissement de la population, handicap, habitat et jardins participatifs, etc. C'est un moment riche et intéressant pour l'entreprise qui y voit beaucoup de proximité avec ses domaines d'innovation.



*Atelier Territoire*

**Atelier Environnement : ATAO (François Pastre), Animation Marie Gaborit, restitution Marco Escobar**



*Restitution de l'atelier environnement*

ATAO est une association qui emploie plus de 110 salariés. Son directeur la définit comme une association qui entreprend, d'où le terme employé pour la caractériser : c'est une « entreprise sociale apprenante ». ATAO a un engagement sociétal fort du fait de son activité d'insertion par le travail de personnes en situation d'exclusion. ATAO a mis en place une démarche RSE qui a créé des opportunités de se faire connaître également dans les domaines de l'environnement proches de l'activité de la

firme : économie circulaire, économie de la fonctionnalité (en particulier autour de la réparation et du réemploi des voitures et vélos usagers). Mais ATAO ne communique pas encore assez sur ces nouvelles activités favorables à l'environnement.

Les choses ne vont pas de soi en matière de RSE. Une activité d'insertion signifie que les personnes recrutées sont en détresse sociale. Ce qui compte pour elles, c'est de travailler et de pouvoir revivre tout simplement. Les considérations environnementales ne font pas partie spontanément de leurs considérations quotidiennes. Il a fallu une longue démarche pour convaincre les managers et les salariés du bienfondé d'un tel engagement. Le point primordial selon François Pastre, c'est que la direction partage le projet et montre l'exemple. Il faut aussi faire appel à des personnes extérieures afin d'apporter de la connaissance. La sensibilisation sur les bases du développement durable est ainsi apportée par des consultants aux salariés et à la direction. Ensuite, une fois que l'on partage un langage commun au sein de l'association, il faut mobiliser les personnes pour qu'elles s'investissent. A priori, lorsque les salariés sont interrogés, ils déclarent qu'ils n'ont pas d'idée sur la question car c'est un public fragilisé par les événements de la vie qui manque de confiance en soi. ATAO organise donc des conférences annuelles pour que les salariés s'approprient la RSE. Les objectifs à atteindre sont décidés collégialement, détaillés par thématique et suffisamment décomposés pour être tracés et mesurés de manière objective. Tout au long de l'année, des groupes de suivi des améliorations sont constitués avec droit de regard de la part de chacun. Une fois remis en confiance, les salariés développent de nombreuses et brillantes idées. Ce ne sont pas des « sachants professionnels » dans le domaine environnemental, mais ils connaissent le terrain et s'expriment avec le cœur. ATAO donne à ces employés le pouvoir de changer et d'agir sur leur environnement au sens large.

A titre d'exemple, ATAO travaille dans des zones Natura 2000 pour des actions d'aménagement sur le milieu afin de préserver la biodiversité. Les zones sont en pleine nature sans équipement de gestion des déchets. Il est bien entendu peu approprié, a fortiori sur ce genre de site, de laisser trainer mégots, papier... Pour ne laisser aucun déchet sur site, les salariés ont inventé et se sont approprié une solution consistant à fixer une poubelle sur le sac à dos d'un volontaire garant de la porter et chacun s'engage à l'alimenter et à veiller au respect des sites visités.

**Atelier Chaîne de valeur : Banque Populaire** (Hervé Clément), Animation Stéphane Billet, restitution Claire Zirignon

La Banque populaire a mis en place plusieurs actions dans le cadre de sa politique RSE : bilan carbone pour réduire son empreinte, entreprise citoyenne par le développement du micro-crédit (en passant les moyens alloués de 1,8 à 3 millions d'euros), adhésion à la CRESS... L'objectif interne est de se distinguer de l'image du banquier traditionnel en s'adaptant aux besoins du client pour sortir des sentiers battus (comme par exemple proposer un crédit spécifique pour des voitures « vertes »). Elle espère ainsi influencer les chaînes de valeur.

La RSE a eu deux conséquences : atout managérial et meilleur climat social + recherche de l'innovation

« Clubs sociétaires » : échanger sur les enjeux de la Banque + produits bancaires

Priorité pour les années à venir : Achats responsables





*Atelier Chaîne de valeur*

**Atelier Gouvernance : TitiFloris** (Boris Couilleau), Animation Isabelle Rouleau, restitution Céline Maublanc et Maxime Hamel

Créée en 2006 par Boris Couilleau et sa mère, la société emploie aujourd'hui 850 conducteurs, 50 administratifs et compte une filiale de services à la personne employant 150 salariés (soit 1050 salariés au total). Elle est organisée en SCOP (un salarié associé = une voix) et bénéficie de l'accompagnement de l'Union Régionale des SCOP. En matière de gouvernance, elle s'appuie sur trois organes Conseil d'Administration et Assemblée Générale, Comité de Direction et instances représentatives des salariés (DUP, CHSCT, CE). Ces-dernières jouent un rôle disciplinaire au sein de la SCOP et ont pour particularité d'en être sociétaires. Le dialogue social ne se déroule pas seulement en AG, mais correspond à un état d'esprit permanent et particulier aux SCOP qui peut être déstabilisant pour un nouvel associé. Le CA comprend 7 salariés administrateurs renouvelés par tiers tous les 2 ans et qui se réunit 1 fois par mois. Tous les sujets sont abordés (immobilier, location, transport), y compris les sanctions disciplinaires, ce qui confère de lourdes responsabilités à ses membres. Le CoDir agit comme un organe exécutif (7-8 personnes) mais il se réunit moins souvent car il double parfois avec le CA.

Travaillant auprès de populations handicapées (transport de personnes), TitiFloris a peu à peu intégré cette catégorie de salariés qui représente aujourd'hui 18%, soit une proportion nettement au-dessus de la norme légale fixée à 6%. La société a d'ailleurs reçu de nombreux trophées et récompenses à cet égard (trophée d'insertion par le handicap du Medef, trophée régional du DD,...). Le secteur de transport des personnes est très compétitif et les pratiques sociales de l'entreprise ne semblent pas suffire à la démarquer auprès des clients : seuls 5 à 10% de la clientèle démarcherait l'entreprise sur la base de tels critères. Le modèle économique s'équilibre grâce à la revente des véhicules usagés et à des prix bas grâce aux frais administratifs limités, tout en respectant le cadre des conventions collectives (l'entreprise s'ouvre de plus en plus à la syndicalisation). Le retour des clients est plutôt positif, à en juger par une récente enquête menée auprès de 400 familles par les étudiants de l'IAE Nantes. Boris Couilleau admet n'avoir pas pris encore connaissance du guide des bonnes pratiques de l'ESS. Quant aux labels RSE, le problème réside souvent dans leur coût de mise en œuvre (exemples de Lucie, puis de PPlanet'RSE). Toutefois, les référentiels permettent d'avoir une vue d'ensemble sur les activités de l'entreprise pour en coordonner les actions et établir un plan de progression.



*Atelier Gouvernance*

## ANNEXE

### **Programme du 3<sup>ème</sup> atelier le 16 novembre 2017, de 9h à 12h30, à l'IAE Nantes-Economie et Management (Bâtiment Erdre, amphi Savary) :**

#### **Programme :**

- **8h45** Accueil des participants
- **9h-9h15 – Introduction** : Karine Fenies-Dupont (CRESS), Nicolas Martin (26000 de l'Ouest), Patrice Guillotreau (IAE de Nantes-Institut d'Economie et de management, Université de Nantes), Arnaud Bailly (Vupar, Pdt Planet'RSE)
- **9h15-10h – Conférences d'ouverture :**
  - Anne-Bérengère Siroën, Mastère Economie circulaire, « la RSE comme élément de cohésion et de culture d'entreprise : extension au cas de l'ESS »
  - Pascale Moulévrier, Professeur de sociologie à l'Université de Nantes, chercheuse au CENS, Centre Nantais de Sociologie, « ESS et valeurs sociales et solidaires : la fin d'un monopole ? »
- **10h- 10h30 – Réaction / Discussion** avec **Mahel Coppey**, Vice-Présidente ESS et Economie circulaire à Nantes Métropole – **Jean-Pierre Gillet**, vice-Président de la CRESS - **Agnès Hontschote**, Co-gérante de l'imprimerie Parenthèses et **Arnaud Bailly**, Président de Planet'RSE - **Animation** du débat par **Christophe BULTEL** des 26000 de l'Ouest
- **10h30-10h45** – Pause-Café
- **10h45 – 12h00. Ateliers** : 5 ateliers sont proposés à 5 entreprises sous forme de challenge autour des bonnes pratiques RSE et de leur impact sur l'écosystème ESS du territoire ligérien. Chaque chef d'entreprise expose ses pratiques aux questionnements d'un petit groupe mixant responsables d'entreprises et d'associations, conseillers en RSE, élus et administrateurs locaux, enseignants-chercheurs, étudiants... Tous les ateliers seront animés par les consultants du réseau des 26000 de l'Ouest :



**Salles des ateliers : Amphi Savary, Salle 128 (Niveau 1), Salle 303, Salle des Actes.**

- *Domaine Social* : **Geoffroy Verdier, ADT- Animation *Nicolas Martin***
  - *Territorial* : **Edward Pallu, Atlantique Habitation – Animation *Florence Brunet***
  - *Environnement* : **François Pastre, ATAO - Animation *Marie Gaborit ou Jacques Affalo***
  - *Chaîne de valeur* **Hervé Clémente, Banque Populaire – Animation *Stéphane Billet***
  - *Gouvernance* : **Boris Couilleau, TitiFloris – Animation *Isabelle Roulleau***
- **12h00-12h30** : Restitution des ateliers (5' par atelier) par les étudiants du Master EEET-CODEME (5') et conclusion.

**Liste des participants inscrits**

Nom	Prenom	entreprise	fonction
GUILLOTREAU	Patrice	Université de Nantes	Professeur
Le Pochat	Anne	CRESS des Pays de la Loire	Responsable Communication / Sensibilisation
BURON JACOB ESCOBAR	Mathilde	IAE Nantes	Etudiante M1 CODEME
VALENZUELA	Marco	Université de Nantes	Etudiant
MAUBLANC	Céline	Université de Nantes	étudiante
Petrosyan	Yeva	IAE Nantes	Étudiante
ALLEOS	Alexandre	Université de Nantes M2 GOPAS	Etudiant
FOUCHER	Johannie	IAE Nantes	Etudiant
Landousies	Anna	IAE nantes	Étudiante
GUILBAUD	Benjamin	IAE Nantes	Etudiant
COLOMB	Elodie	IAE iemn université de Nantes	Master 2 gestion des organismes de protection et d'assurance sociale
NEDELEC	MARIE	IAE	étudiante
Pallardy	Ronan	IAE Nantes	Etudiant
Martin	Nicolas	RScop	Associé
CLAUDE	Vincent	IAE Nantes	Etudiant
Fralin	Ophélie	IAE Nantes	étudiante GOPAS
EL HAFED	othmane		
Moreau	Marion	IAE master 2 GOPAS	étudiante
Le Malefan	Noémie	IAE Nantes	M2 GOPAS
SODJINO	Jules	IAE-NANTES	ETUDIANT EN M2-CODEME
Marcillat	Alice	Iae Iemn	Etudiante
del cont	catherine	Fac de droit Nantes /	enseignante-chercheure
Touchet	Quentin	UFR Droit	Etudiant
Rouleau	Alizée	Université de Nantes	Etudiante
RASAMIMANANA	DINA	Université de Nantes	étudiante
CIFUENTES	Laura	Université de Nantes	M2 CODEME
KROWICKI	Florence	Indépendant	Chargée de mission
LEFEVRE	Eulalie	IAE	Etudiante M2 MAE MDC FC
CAMBIN	Romane	Iquabian	

Guillerm	Thifany	Iae	Étudiant
Rouleau	ISABELLE	sarl Cap Oxygène	dirigeante
Delabarre	Antoine	IAE NANTES	Etudiant
Ousseni	Omdati		
Blanc	Aurélien	Université de Nantes	Étudiant
THOMAS	Yann	IEMN-IAE	Etudiant
Zibouche	Lounes	IAE Nantes	étudiant
Zirignon	Claire	IAE Nantes	étudiante en Master 2 CODEME Accompagnement démarche transformation durable
Brunet-Chauveau	Florence	ALTAMIRE	
HOUBRON	Dominique	Liner Communication	DG
Rosse	François	IEMN IAE	Étudiant
GADHI	Mourad		
Belarif	Karim	UNIVERSITE de nantes iemn-iae	Étudiant
Dubreuil	Lola	IAE	Etudiant
El Fallahi	Sakina	IAE	Etudiant
Thomas	Diane	Planet RSE	Membre bureau
THOMAS	Alison	IAE NANTES	M2
GANDUBERT	CHRISTINE		Consultante Formatrice
BLANCHARD	Elise		
Watrelos	Lea	Iemn Iae	Étudiante
Parent	Nathalie	Conseil Formation	Présidente
LEONARD	MARINA		
ARHURO ATSU	Anna	retour de mission solidarité	chargée de projet ESS
Hamel	Maxime	IAE Nantes	M2 codeme
HIGUERA ROMERO	Paula	IAE Nantes.	étudiante
CORDONNIER	Charlotte	N/A	Ancienne étudiante EEDD en recherche d'emploi
Saget	Marie-Sabine	IAE-Nantes	Etudiante
Rousseaux	Sandrine	Université de Nantes	Responsable Cellule Économie Circulaire
François	Léa	IAE Nantes	M2 Codeme
NANDO	Yves	Université de Nantes	Etudiant
Laurent	Arthur	IAE Nantes	M2 codeme
jamet	aurore	secteur privé	chef de projet
HERY	Frederique	Coorace pdl	chargée de développement
COGIS	CATHERINE	altiplus conseils	presidente
MORINEAU	Florent	IAE Nantes	étudiant (M1 EEET)
dupre-cormerais	patricia	nantes metropole	mission commande publique durable
MORENO	Sandra	IAE Nantes	étudiante
LECOQ	Stéphane	Imprimerie PARENTHESSES	Deviseur
Darreau	Sébastien	Plane'RSE	Secrétaire
PENOT	Isabelle	Toit à Moi	Développement
Lebreton	Aurélien	-	-
PULGAR	Miguel	IAE NANTES	Étudiant
SAVELLI	Mélanie	Crédit Municipal	Chargée de la RSE
Owen	Robert F.	IAE Nantes	Professeur
Cazaux	Arnaud	ypresis conseil	consultant formateur
Gissoit	Sylvie	ENVOLSRESPONSABLES	Consultante

GASTINEAU	Boris	IAE NANTES économie et management	M2 CODEME
Vallée	Thomas	LEMNA	Professeur des universités
ROY	Helene	NAPCE	Coordinatrice
LIGNAU	Valentin	Université de Nantes	Etudiant
Rousseliere	samira	Oniris / LEMNA	Enseignante-chercheure en Management QSE
Remeur	Yvain	Université de Nantes	Etudiant
JARMOUNE	MANALE	IAE de Nantes	Etudiante
BAILLY	ARNAUD	PLANET RSE	PRESIDENT
Labousset	Marie	Comité 21	Chargée de mission communication et stratégie
Cau	Quentin	IAE Nantes	Etudiant
KERSAHO	Vincent	IAE Nantes	Etudiant